

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### Section 1 – Identification du pouvoir adjudicateur et informations générales

**Nom du pouvoir adjudicateur :** Agence nationale de l'habitat (Anah)

**Représentant du pouvoir adjudicateur :** Mme Valérie MANCRET-TAYLOR, Directrice générale de l'Anah

**Adresse :** 8 avenue de l'Opéra, 75001 Paris

L'Anah est un établissement public administratif de l'État.

### Section 2 - Conditions de délais

#### 2.1 – Date limite de réception des plis :

**Le 16/05/2025 à 12h00**

*Les dossiers remis après les dates et heures limites fixées ci-avant, ainsi que ceux remis sous format papier, ne seront pas retenus.*

*La participation à la consultation ainsi que la remise d'une offre entraînent l'acceptation sans restriction des conditions et clauses du présent règlement et des documents du dossier de consultation.*

#### 2.2 – Modifications de détail apportées au dossier de consultation par l'Anah :

L'Anah se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des plis des modifications de détail au dossier de consultation candidature, et de reporter la date limite fixée pour la réception du dossier. Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les opérateurs doivent poser leurs questions dans un délai raisonnable et au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des plis. Les renseignements complémentaires éventuels relatifs à la consultation sont communiqués aux soumissionnaires au plus tard au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des plis.

**Nota :** Afin d'assurer le traitement rapide et efficace des questions posées par les soumissionnaires, ceux-ci sont invités à les présenter, dans la mesure du possible, de façon groupée. Les soumissionnaires sont également invités à s'inscrire sur la plateforme PLACE afin de recevoir les alertes en cas de modification du DCE ou à la consulter régulièrement afin de prendre connaissance des documents modifiés et, le cas échéant, du document QUESTIONS RÉPONSES, avant de poser leurs questions.

### Section 3 – Objet du contrat et caractéristiques générales de la consultation

#### 3.1 – Objet du contrat

Prestations de centre de relation usagers (centre d'appels et assistance utilisateur) et d'instruction de dossiers (demandes d'engagement et de paiement d'une nouvelle aide et demandes d'enregistrement au registre national des copropriétés) pour le compte de l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

*Les spécifications techniques et le périmètre des prestations attendues sont précisés dans le projet de Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).*

### 3.2 – Allotissement

Le marché n'est pas alloti au motif que le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination requises du fait de la nature des prestations (article L. 2113-11.1° du code de la commande publique) et que la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations (article L. 2113-11.2° du code de la commande publique) pour assurer une qualité de service satisfaisante au meilleur coût.

Le non allotissement représente l'unique moyen d'articuler le plus efficacement possible des prestations étroitement imbriquées et nécessitant une maîtrise de bout-en-bout de la relation avec les usagers et les utilisateurs visés par les prestations du contrat.

### 3.3 – Mode de passation

Procédure d'appel d'offre restreint passée conformément aux dispositions des articles L.2124-2, R.2124-4 et R.2161-6 à R.2161-11 du code de la commande publique.

### 3.4 – Durée du contrat

Par dérogation à la règle de durée maximale de quatre (4) ans, applicable aux accords-cadres, comme prévu à l'article L. 2125-1.1° du code de la commande publique et en raison, notamment, de l'objet du marché et par le fait que son exécution nécessite des investissements amortissables sur une durée supérieure (potentiel élargissement des publics, des prestations et l'activité en cours d'exécution); le contrat est conclu pour une durée ferme de trois (3) ans à compter de sa notification au titulaire, reconductible trois (3) fois tacitement par période d'un (1) an.

En cas de non reconduction, l'Anah se prononce par écrit dans un délai de trois (3) mois avant la date d'échéance du contrat.

Le titulaire n'est pas autorisé à refuser la reconduction du contrat.

### 3.5 – Forme du contrat

Le marché est conclu :

- pour partie selon la technique d'achat de l'accord-cadre à bons de commande et marchés subséquents,
- à prix forfaitaires et unitaires.

Les prestations sont rémunérées par application des prix indiqués dans la Pièce Financière.

Les montants minimum et maximum applicables à la part à bons de commande et marchés subséquents sont les suivants :

- sur la durée ferme du marché (trois ans) :
  - Montant minimum en € HT : 0 € HT,
  - Montant maximum en € HT : 250 000 000 € HT ;
- sur chaque durée annuelle reconduite du marché, le cas échéant :
  - Montant minimum en € HT : 0 € HT,
  - Montant maximum en € HT : 84 000 000 € HT.

### 3.6 – Codes CPV

**Nomenclature CPV : 79342300-6 « Services à la clientèle ».**

### 3.7 – Lieu d'exécution du contrat

Les prestations seront exécutées dans les locaux du titulaire, situés impérativement en France métropolitaine.

### 3.8 – Variantes

Conformément à l'article R. 2151-8 du code de la commande publique les variantes à l'initiative des soumissionnaires ne sont pas autorisées.

Aucune variante obligatoire n'est prévue dans le cadre de la présente consultation.

### 3.9- Réalisation d'une clause sociale d'insertion

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Pour l'exécution du marché, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

## Section 4 – Conditions de la consultation

### 4.1 – Déroulement de la consultation

La procédure est décomposée en deux phases distinctes :

- Une phase « Candidature » au terme de laquelle les 5 candidats admis à présenter une offre seront sélectionnés.

Les candidats remettent un dossier de candidature complet permettant de vérifier les conditions de participation et de mettre en œuvre les critères de sélection définis dans le présent règlement de consultation.

Le pouvoir adjudicateur analyse les candidatures et formule un avis motivé sur la liste des 5 participants à retenir au regard des critères de sélection fixés par le présent règlement de consultation.

En application de l'article R.2144-5 du code de la commande publique, les candidats sélectionnés doivent remettre, avant l'envoi de l'invitation à soumissionner, les documents justificatifs et autres moyens de preuve mentionnée aux articles R.2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique.

Pour ce faire, l'acheteur adresse un courrier à chaque candidat sélectionné afin qu'il fournisse ces documents dans un délai imparti, qui ne peut être supérieur à 10 jours.

Si un des candidats sélectionnés se désiste, ou s'il ne produit pas ses justificatifs dans les délais impartis ou s'il rentre dans un cas d'exclusion, ou produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, sa candidature est déclarée irrecevable et il est éliminé.

L'acheteur informe les candidats non retenus.

- Une phase « Offre » au terme de laquelle le titulaire sera choisi.

Après avoir arrêté définitivement la liste des participants, l'acheteur leur adresse simultanément par voie électronique une invitation à participer à la phase « Offre » de l'appel d'offres, les informant de la date et de l'heure limite de transmission des offres et de toute précision utile quant au déroulement de la deuxième phase de l'appel d'offres restreint.

L'invitation à participer précise également les modalités d'accès au dossier de consultation en phase « Offre ».

## Section 5 – Groupement d'opérateurs économiques

Les opérateurs économiques peuvent présenter leur candidature individuellement ou sous forme de groupement conjoint ou solidaire, conformément à l'article R. 2142-22 alinéa 1 du code de la commande publique, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Nota 1 : Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à modifier la forme de leur candidature (groupement ou entreprise unique) en cours de procédure.

Nota 2 : L'appréciation des capacités des groupements d'entreprises est globale.

### 5.1 – Forme de groupement que devra revêtir le groupement d'entreprises attributaire du marché (le cas échéant)

L'Anah n'impose pas une forme particulière de groupement dans le cas où un groupement d'opérateurs économiques serait retenu comme attributaire du contrat au terme de la procédure de passation. Le groupement attributaire pourra être conjoint ou solidaire.

Le groupement est **conjoint** lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées au titre du contrat.

Il est **solidaire** lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé pour la totalité du contrat.

Selon la nature du groupement, le paiement s'effectue à un compte unique ouvert au nom du groupement ou par paiement direct de chacun des cotraitants.

## 5.2 – Mandataire du groupement

Quelle que soit la forme du groupement (conjoint ou solidaire), l'un des membres du groupement doit être désigné par eux, comme mandataire, pour représenter l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'Anah et coordonner les prestations des membres du groupement.

Le mandataire du groupement sera **solidaire**, pour l'exécution du contrat, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Anah, cette forme de mandataire étant nécessaire à l'objet et à la bonne exécution du contrat.

En cas de groupement, l'offre doit être présentée soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du contrat (ces habilitations doivent être fournies).

## 5.3 – Possibilité de présenter plusieurs offres pour la même consultation

Les soumissionnaires sont informés :

- qu'il leur est interdit de présenter plusieurs offres en qualité de soumissionnaire individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- qu'il leur est interdit de présenter plusieurs offres en qualité de membre de plusieurs groupements ;
- qu'un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

## Section 6 – Contenu du Dossier de Consultation Candidature

Le Dossier de consultation des entreprises (DCE) phase « Candidature » se compose des pièces suivantes :

- le présent Règlement de la consultation (RC).
- les projets des autres pièces, qui seront publiés durant la phase Candidature et confirmés à la phase « Offre » dans l'invitation à soumissionner :
  - la pièce financière (comprenant la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)) ;
  - le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
  - le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

## Section 7 – Présentation du dossier de candidature et lien PLACE

Les documents relatifs à la candidature doivent être présentés sous forme écrite, **impérativement par voie dématérialisée sur le profil d'acheteur de l'Anah via le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)** et rédigés en langue française. À défaut, il est exigé que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

L'attention des opérateurs économiques est attirée sur le fait qu'un second dépôt par un même signataire se substitue au premier ; il y a donc lieu d'adresser une nouvelle candidature ou offre complète et non un additif. À défaut, la seconde candidature, qui annule et remplace le premier pli déposé, sera jugée incomplète.

## Section 8 – Contenu du dossier de candidature à remettre par les candidats

### 8.1 – Contenu de la candidature

En déposant leur candidature sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), les candidats ont la possibilité de renseigner les aspects administratifs de la candidature sur la base de leur seul numéro SIRET via le formulaire DUME. L'utilisation du formulaire « DUME » est fortement recommandée, mais le candidat peut répondre sans préjudice par réponse électronique simple.

Les candidats doivent fournir les éléments suivants :

- Au choix :
  - DUME
  - ou
  - Lettre de candidature (ou DC1) ;
  - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (ou DC2) :
    - *Détailler également le chiffre d'affaires par typologie d'activités :*
      - *En relation usagers uniquement*
      - *En instruction uniquement*
      - *En activité mixte comprenant simultanément de la relation usagers et de l'instruction*
- Obligatoirement :
  - Numéro unique d'identification (SIREN ou équivalent)
  - Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat, y compris en cas de groupement les habilitations nécessaires pour représenter les cotraitants ;
  - Déclaration indiquant les moyens humains dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
  - Déclaration indiquant les moyens techniques (outillage, matériel, équipement) dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
  - Titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise ;
  - Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, ainsi que les coordonnées des interlocuteurs clients ;
  - Si l'entreprise est en redressement judiciaire, copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet.
  - Le mémoire technique « Candidature », police Arial taille 12, devant reprendre la structure suivante :
    - Chapitre n°1 – Présentation du candidat (5 pages maximum),
    - Chapitre n°2 – Capacité financière (5 pages maximum),
    - Chapitre n°3- Capacité technique (10 pages maximum),
    - Chapitre n°4-Capacité professionnelle (10 pages maximum),
    - Annexes : au plus 20 pages (toute annexe intégrée à la réponse doit être évoquée dans le mémoire de candidature. Toute annexe supplémentaire et/ou non mentionnée dans le mémoire de candidature ne sera pas prise en compte dans le cadre de l'analyse).

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles gratuitement en téléchargement à l'adresse internet suivante sous le titre Accès Thématiques et le lien « Marchés Publics » : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ces formulaires doivent être complétés intégralement par les candidats.

**Nota** : Dans le cas de candidatures groupées conformément à l'article R. 2142-23 du code de la commande publique, le mandataire justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement et coordonne les prestations. Il est rappelé qu'il convient de remplir une déclaration de candidature par membre du groupement (équivalent du DC2) mais une seule lettre de candidature (équivalent du DC1) pour le groupement. Dans le cas où le groupement présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

## 8.2 – Critères de jugement des candidatures

### Condition de participation :

Exigence minimale requise concernant le chiffre d'affaires : Un chiffre d'affaires annuel moyen au cours des trois dernières années d'exercice supérieur ou égale à 200 000 000 €HT.

### Critères d'évaluation et de sélection des candidatures :

CRITÈRES	PONDÉRATION
<b>1-</b> <u>Capacité financière</u> : part du chiffre d'affaires par typologie d'activité : <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>En prestations comportant de la relation usagers <u>ou</u> de l'instruction <u>ou</u> simultanément les deux (15%)</b></li><li>• <b>En prestations comportant uniquement de la relation usagers et de l'instruction en simultané (15%)</b></li></ul>	30%
<b>2-</b> <u>Capacité technique</u> : <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Effectif moyen des trois dernières années en prestation spécialisée de relation usagers, prestation spécialisée d'instruction et en prestation mixte de relation usagers et d'instruction et par type de contrats (CDI hors CDI intérim, CDD, Intérim, etc.). (10%)</b></li><li>• <b>Modalités d'organisation des équipes entre intervention spécialisée et polyvalence des prestations / diversité des prestations (10%)</b></li><li>• <b>Dispositions en matière de Responsabilités Sociétales des Entreprises (dont certifications, normes et labels) (5%) :</b><ul style="list-style-type: none"><li>Dispositions en faveur de l'insertion par l'emploi (emploi des jeunes, emploi des séniors, emploi des personnes en situation de handicap)</li><li>Disposition en faveur de la pérennité des emplois, de la réduction du turn-over et de la QVCT (Qualité de Vie et Conditions de Travail)</li><li>Disposition en faveur de l'environnement</li></ul></li><li>• <b>Disposition en matière de gestion de la qualité (dont certifications, normes et labels) (5%) :</b><ul style="list-style-type: none"><li>Système de management de la qualité</li><li>Système de supervision et de suivi des indicateurs de qualité</li><li>Système d'accompagnement des collaborateurs vis-à-vis des exigences de qualité (dont formation)</li></ul></li></ul>	30%
<b>3-</b> <u>Capacité professionnelle</u> : <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Références sur des prestations (pour des acteurs publics ou privés) - instruction, RU, mixte en indiquant le montant, la période de réalisation, le destinataire, les coordonnées clients. (10%)</b></li><li>• <b>Références sur des prestations mobilisant des équipes de plus de 100, 400, 600 personnes en indiquant le montant, la période de réalisation, le destinataire, les coordonnées clients, les éléments clés de succès (les références peuvent être similaires à celles précédemment citées) (10%)</b></li><li>• <b>Référence de prestations ayant intégrant une phase de réversibilité et de transfert technique de prestation (réversibilité entrante et sortante) réellement mise en œuvre en indiquant le montant, la période de réalisation, le destinataire, les coordonnées clients, les éléments clés de succès (les références peuvent être similaires à celles précédemment citées) (10%).</b></li><li>• <b>Références de prestations réalisées pour des acteurs du secteur du logement (public et/ou privé) en indiquant le montant, la période de réalisation, le destinataire, les coordonnées clients, les éléments clés de succès (les références peuvent être similaires à celles précédemment citées) (10%)</b></li></ul>	40%

## Section 9 – Caractéristiques de la phase « Offre »

Seuls les candidats sélectionnés à l'issue de la phase « Candidature » seront invités à remettre une offre dont la composition est mentionnée ci-dessous.

La date de remise des offres et les modalités d'envoi de celles-ci seront précisées dans la lettre d'invitation à remettre une offre.

Les délais de remise des offres et pour poser des questions seront précisés dans la lettre d'invitation à remettre une offre.

## 9.1 – Contenu de l'offre

Les candidats sélectionnés doivent fournir les éléments suivants :

Contenu de l'offre	<ul style="list-style-type: none"><li>• L'AE, complété</li></ul>
	<ul style="list-style-type: none"><li>• La Pièce Financière complétée (obligatoirement fournie au format électronique .xls ou .xlsx)</li></ul>
	<ul style="list-style-type: none"><li>• La réponse au cas pratique</li></ul>
	<ul style="list-style-type: none"><li>• Un mémoire technique, Police Arial, taille 12, qui doit reprendre la structure suivante :</li><li>• Chapitre n°1 - Compréhension des besoins de l'Anah (5 pages maximum)</li><li>• Chapitre n°2 - Description des moyens humains affectés à la réalisation des prestations (10 pages maximum)</li><li>• Chapitre n°3 - Description des moyens techniques affectés à la réalisation des prestations (10 pages maximum)</li><li>• Chapitre n°4 - Description des modalités d'organisation de la prestation (10 pages maximum)</li><li>• Chapitre n°5 - Description des modalités de gestion de la réversibilité (10 pages maximum)</li><li>• Chapitre n°6 - Réponse au cas pratique (10 pages maximum)</li><li>• Chapitre n°7 – Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) (5 pages maximum)</li><li>• Chapitre n°8 - Expression libre du candidat (5 pages maximum)</li><li>• Annexes : au plus 25 pages (toute annexe intégrée à la réponse doit être évoquée dans le mémoire technique. Toute annexe supplémentaire et/ou non mentionnée dans le mémoire technique ne sera pas prise en compte dans le cadre de l'analyse).</li></ul>

## 9.2 – Délai minimum de validité des offres :

Le délai minimum de validité des offres est de **210 jours** à compter de la date limite de réception des plis.

## 9.3 - Régularisation de l'offre

Toute offre ne respectant pas les exigences détaillées dans le présent document est considérée comme irrégulière.

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-1 alinéa 1 et R. 2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser leur offre irrégulière dans un délai approprié, sous réserve qu'elle ne soit pas anormalement basse et que la régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre initiale.

#### 9.4 – Critères de jugement des offres

Pour attribuer le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, les offres seront examinées et classées en fonction des critères énoncés ci-dessous, assortis de leur pondération :

Critères	Pondération	Dimensions attendues	
<b>Moyens humains affectés à la réalisation des prestations</b>	<b>15%</b>	<b>5%</b>	Capacité à adapter l'effectif proposé et capacité à organiser la mutualisation des équipes / la réalisation simultanée d'actes de relation usagers et d'instruction conformément aux détails des prestations attendues au CCTP
<b>Qualité du dispositif opérationnel</b>		<b>10%</b>	Gestion des compétences, organisation des formations, contrôles qualité, plans d'amélioration continue
<b>Moyens techniques</b>	<b>10%</b>	<b>5%</b>	Qualité du dispositif technique : infrastructure informatique et téléphonique, logiciel de traitement des appels, outil de traitement des demandes, portail de supervision et d'échanges, équipements d'écoute à distance, amélioration continue des outils
		<b>5%</b>	Mesures mises en œuvre pour garantir la sécurité des données et la lutte contre la fraude
<b>Gestion de la réversibilité</b>	<b>10%</b>	<b>5%</b>	Mesures de mise en œuvre opérationnelle de la réversibilité entrante et sortante sur le plan opérationnel (montée en puissance des prestations, organisation des formations, calendrier et méthodologie de la phase projet, indicateurs de réussite)
		<b>5%</b>	Mesures de mise en œuvre technique de la réversibilité entrante et sortante sur le plan technique (mise en interopérabilité des applicatifs, gestion technique de la phase projet, calendrier et méthodologie de la phase projet, indicateurs de réussite)
<b>Qualité de l'organisation proposée</b>	<b>10%</b>	<b>5%</b>	Dispositif de supervision et pilotage, rétro planning
		<b>5%</b>	Organisation du reporting et de gestion des données (mise à disposition de tableaux de bord, accès aux données brutes, système de remontée des alertes, ergonomie de l'outil)
<b>Réponse au cas pratique</b>	<b>10%</b>	<b>10%</b>	Qualité de la réponse au cas pratique proposé
<b>RSE</b>	<b>5%</b>	Mesures prises dans le cadre de l'exécution du marché en matière de qualité de vie et de conditions de travail, mesures prise en faveur de l'emploi local et d'insertion professionnelle, mesures prise en faveur d'une maîtrise environnementale des prestations confiées.	
<b>Prix</b>	<b>40%</b>	Apprécié au regard du montant total de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et du montant total du détail quantitatif estimatif (DQE).	

## 9.5 - Conflit d'intérêts

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêts à l'occasion de l'exécution du contrat, objet de la présente consultation, chaque opérateur économique s'engage à avertir sans délai l'Anah s'il se trouve en situation de détenir un marché public portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ de la présente consultation.

Le cas échéant, l'opérateur économique peut néanmoins candidater, objet de la présente procédure, à condition qu'il apporte la preuve à l'Anah qu'il ne dispose d'aucun avantage de nature à fausser la concurrence et à constituer une rupture d'égalité avec les autres candidats.

Dans ces conditions, et dans l'hypothèse où les éléments d'information fournis par le candidat ne s'avéreraient pas suffisamment convaincants pour l'Anah, sa candidature sera rejetée.

## 9.6 – Utilisation d'un certificat de signature électronique

La signature électronique doit être apposée conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les frais d'acquisition de la signature électronique sont à la charge des soumissionnaires. Ainsi, le soumissionnaire attributaire devra avoir fait l'acquisition :

- Soit d'un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance répondant aux exigences du règlement n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS) ;
- Soit d'un certificat délivré par une autorité de certification française ou étrangère répondant aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.

Les formats de signature acceptés sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015. La liste des autorités françaises délivrant des certificats de signature conformes à la réglementation est disponible à l'adresse :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/la-signature-electronique-dans-le-cadre-des-marches-publics/>

Il est rappelé que l'obtention d'un certificat électronique est payante et peut nécessiter un délai jusqu'à 3 semaines selon l'autorité de certification. Ce certificat a une durée de validité d'1, 2 ou 3 ans.

### **Avertissement**

**La signature d'un fichier compressé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Une signature manuscrite scannée n'a pas une valeur d'original et ne peut pas remplacer la signature électronique.**

## 9.7 - Documents à fournir par l'attributaire uniquement

Conformément aux articles L. 8222-1 et L. 8254-1 du code du travail, le soumissionnaire attributaire doit produire dans un délai précisé dans le courrier d'achèvement de procédure qui lui sera adressé les documents suivants :

- l'acte d'engagement signé par une personne habilitée ;
- les attestations justifiant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales lui incombant ;
- la déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés pour les soumissionnaires employant plus de 20 salariés ;
- s'il emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail ;
- l'attestation d'assurance pour l'exercice en cours ;
- en cas de cotraitance, le document d'habilitation par les autres membres du groupement justifiant de la capacité du mandataire à intervenir en leur nom et pour leur compte. Il devra notamment préciser :
  - o la nature juridique du groupement (conjoint ou solidaire) ;
  - o l'étendue et la durée de la solidarité ;
  - o la désignation, la mission et la rémunération du mandataire ;
  - o les noms, prénoms, adresses des membres, qualité du représentant ;
  - o la gestion financière et bancaire du groupement (paiement direct de chacun des membres du groupement momentané d'entreprises, paiement du mandataire et reversement aux cotraitants) ;
  - o les assurances demandées ;
  - o la durée de la convention.

**Nota** : le soumissionnaire attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>. Il pourra toutefois, les adresser au pouvoir adjudicateur, mais il devra privilégier le dépôt sur la plateforme e-Attestations.

**Nota** : le soumissionnaire attributaire doit produire les mêmes justificatifs fiscaux et sociaux concernant ses cotraitants et/ou sous-traitant(s), le cas échéant.

Les attestations qui seront récupérées en mode automatique et sécurisé auprès des différentes administrations, sans intervention de l'entreprise, ne seront pas redemandées. **Attention : la récupération automatique des attestations n'est possible que pour les réponses électroniques avec formulaire « DUME ».**

Si, dans les délais précisés par l'acheteur, le soumissionnaire attributaire n'est pas en mesure de fournir les documents demandés, ou si des écarts ont été constatés entre l'offre remise initialement, après mise au point avec l'acheteur, et l'offre signée, le contrat sera attribué à l'offre classée en 2<sup>e</sup> position (sous réserve que le soumissionnaire fournisse à son tour les documents demandés).

## **Section 10 – Informations générales relatives à la transmission des plis par voie électronique**

Les candidatures et les offres doivent **impérativement** être transmises par voie électronique.

Le site Internet permettant de traiter la gestion dématérialisée de la procédure est le site : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

**Les candidatures et offres transmises par voie papier seront rejetées. Sauf incident lié à la plateforme de dématérialisation et signalé en amont des date et heure limites de remise des candidatures et des offres, les plis déposés par courriel seront rejetés.**

La démarche d'accès à la salle des marchés de l'Anah est entièrement gratuite, à l'exception de l'acquisition du certificat de signature électronique.

Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Les opérateurs économiques ont notamment la possibilité de :

- consulter les avis publiés,
- retirer le dossier de consultation des entreprises,
- poser des questions,
- répondre par voie électronique.

Modalités préalables :

Les opérateurs économiques doivent télécharger les notices d'aide permettant de faciliter l'accès à la plateforme : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>.

Assistance et support :

Pour toute question relative à l'utilisation de la solution de dématérialisation, les opérateurs économiques peuvent contacter le support technique : **01 76 64 74 07 (numéro national, prix d'un appel national)**.

Dépôt des plis électroniques - Formats et volume de fichiers :

Les documents que l'Anah peut lire sont les suivants :

- documents bureautiques exploitables avec Microsoft Office version 2003 (Word, Excel, Powerpoint),
- documents bureautiques exploitables avec Open Office version 3 (Writer, Calc, Impress),
- documents PDF lisibles avec Adobe Reader.

Ces documents peuvent être compressés dans un fichier archive au format ZIP.

Les documents remis par les soumissionnaires doivent parvenir dans l'un ou l'autre de ces formats. Les soumissionnaires sont invités à ne pas utiliser d'autres formats, notamment les formats « .exe ».

Programme informatique malveillant :

Les soumissionnaires sont invités à s'assurer, avant la constitution de leur pli, que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

Lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres transmises par voie électronique, dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par l'Anah, peuvent faire l'objet d'une réparation.

Un document électronique relatif à une offre qui n'a pas fait l'objet de réparation ou dont la réparation a échoué est réputé n'avoir jamais été reçu et le soumissionnaire concerné en est informé.

Lorsqu'elles sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres transmises par voie électronique, dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par l'Anah, donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde.

Lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique mais n'est pas parvenue dans le délai de dépôt ou bien n'a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans le délai de dépôt.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

La copie de sauvegarde dans laquelle un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet d'une réparation.

#### Présentation d'une copie de sauvegarde :

Le soumissionnaire qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier, doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des plis, à l'adresse suivante : Agence nationale de l'habitat, 8 avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

**Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions lisibles suivantes : « Copie de sauvegarde – 25 DDA 01\_RU\_INS– Ne pas ouvrir ».**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 modifié pris en application de l'article R. 2132-11 du code de la commande publique.

Pour toute question, il convient de se renseigner sur le lien suivant : <http://www.economie.gouv.fr/generalisation-de-la-signature-electronique-dans-les-marches-publics>.

#### Gestion des hors délais :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés ; tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt sera considéré comme hors délai et sera rejeté.

#### Cas des groupements d'opérateurs économiques :

En cas de candidatures groupées (groupement conjoint ou groupement solidaire), le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

### **Section 11 – Sous-traitance**

En cas de sous-traitance, les soumissionnaires présenteront, à la remise de l'offre, le montant, la durée et la nature des prestations qu'ils envisagent de sous-traiter en remplissant l'acte spécial relatif à la sous-traitance (formulaire DC4 remis avec le DCE), et par différence avec leur offre, le montant maximal de la créance qu'ils pourront éventuellement présenter en nantissement.

Le soumissionnaire devra justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants en produisant l'ensemble des documents demandés dans l'avis de publicité, et justifier qu'il dispose des capacités des sous-traitants présentés pour l'exécution du contrat en produisant un engagement écrit du sous-traitant.

Le recours à tout sous-traitant est soumis à acceptation préalable par le pouvoir adjudicateur.

En cas de recours à la sous-traitance en cours d'exécution du contrat, le titulaire s'engage à faire accepter chaque sous-traitant et agréer ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur. Un DC4 complété et signé devra être produit pour chaque nouveau sous-traitant.

## Section 12 – Procédures de recours

Suivant les dispositions issues de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours et de ses textes d'application, toute décision prise par le pouvoir adjudicateur pourra faire l'objet d'un recours, notamment en référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation et jusqu'à la signature du contrat ou en référé contractuel.

- Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75004 Paris, tél. : 01 44 59 44 00, télécopieur : 01 44 59 46 46, courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr) ;
- Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75004 Paris, tél. : 01 44 59 44 00, télécopieur : 01 44 59 46 46, courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr).

## Section 13 – Dispositions particulières

### 13.1 - Déclaration sans suite

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, à l'issue de la procédure, de ne pas donner suite à la présente consultation et de ne pas conclure le contrat avec le soumissionnaire dont l'offre a été retenue.

Le soumissionnaire est informé que dans ce cas, il ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation, et cela même si la mise au point de son offre a nécessité la réalisation d'études complémentaires.

### 13.2 - Résiliation du contrat pour inexactitude des renseignements fournis

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier de plein droit le contrat aux torts exclusifs du titulaire, en cas d'inexactitude des renseignements fournis lors de la procédure de mise en concurrence.

### 13.3 - Confidentialité

Les sociétés consultées ne doivent pas utiliser ou transmettre des informations issues de la présente consultation à des tiers dans un but autre que celui de répondre à la présente consultation.

Le soumissionnaire s'engage à ne jamais communiquer ou publier en France ou à l'étranger, sans l'autorisation préalable et écrite de l'Anah, les résultats des études auxquelles auront pris part ses salariés, ainsi que les renseignements de toute nature dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la présente consultation.

Le soumissionnaire doit préciser quelles sont les informations confidentielles contenues dans son offre. Il précise l'usage qui peut en être fait, la durée de l'obligation de confidentialité, les personnes tenues au secret et les personnes auxquelles l'information ne doit pas être transmise.

## Section 14 – Conditions relatives à l'exécution du contrat

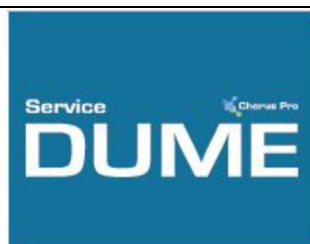
### 14.1 – Cautionnement et garanties exigées :

Il ne sera exigé du titulaire du contrat aucun cautionnement ni constitution de garantie.

### 14.2 – Modalités essentielles de financement et de paiement :

Le contrat sera financé sur fonds propres de l'Anah.

Les sommes dues seront payées par virement sur le compte du titulaire. Suivant les règles de la comptabilité publique, le paiement est effectué sous trente (30) jours, conformément aux dispositions des articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à 30 du code de la commande publique. Tout retard de paiement entraînera la facturation par le titulaire de pénalités de retards calculées selon le taux et dans les conditions fixées dans le décret susvisé.



DOCUMENT UNIQUE DE  
MARCHÉ EUROPÉEN

*Document Unique de Marché Européen*

*L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature en utilisant le DUME électronique sous forme d'échange de données structurées.*

*Le formulaire DUME pré-rempli grâce au numéro SIRET, permet au soumissionnaire :*

- *de bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux)*
- *de bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global*
- *d'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).*